19.3 Électricité - Gaz naturel

La **production d'électricité** en France métropolitaine est relativement stable depuis le milieu des années 2000, son niveau fluctuant principalement avec la disponibilité du parc nucléaire et l'activité des barrages hydrauliques. Nette de la consommation des auxiliaires et des pertes dans les transformateurs des centrales, elle s'établit à 532 TWh en 2016, en recul de 2,8 % par rapport à 2015. Le nucléaire représente 72 % de la production totale d'électricité en métropole, devant l'hydraulique (12 %), le thermique classique (10 %), l'éolien (4 %) et le photovoltaïque (moins de 2 %).

Après avoir atteint un creux en 2014, la consommation totale d'électricité – nette des pertes de transport et de distribution et de l'électricité absorbée par le pompage – progresse de 1,9 % en 2015, puis de 1,8 % en 2016. Elle s'élève à 448 TWh en 2016 et retrouve ainsi un niveau proche de celui de 2012. **Corrigée des variations climatiques**, la consommation totale d'électricité est quasiment stable entre 2015 et 2016.

La dépense d'électricité s'élève à 52 Md€ en 2016. Alors qu'elle progressait de 4 % par an en moyenne entre 2012 et 2015, elle n'augmente que de 0,4 % en 2016, les prix baissant en 2016 pour la première fois depuis le début de la décennie.

Le résidentiel représente 36 % de la consommation finale physique, devant le tertiaire (33 %), l'industrie (26 %), le transport (2 %) et l'agriculture (2 %). Comme le prix de l'électricité pour les ménages, tenant compte de coûts d'acheminement et de commercialisation différents, est en moyenne supérieur au prix payé par les entreprises, le résidentiel pèse encore davantage dans la dépense (51 %). À l'inverse, l'industrie, bénéficiant des prix les plus bas, ne représente que 15 % de cette dernière. Les entreprises tertiaires, dont les prix sont proches de la moyenne des consommateurs, acquittent 30 % de la dépense.

La **consommation finale énergétique** de gaz naturel croît, pour la deuxième année consécutive, de 4,8 % en 2016, à 375 TWh. Corrigée des variations climatiques, elle recule de 1,2 % sur un an, prolongeant la tendance baissière depuis 2011. Le résidentiel représente 41 % de la consommation finale énergétique de gaz naturel, devant l'industrie (34 %) et le tertiaire (24 %).

Après deux années consécutives de baisse, les importations de gaz naturel rebondissent de 4,7 % en 2016. Elles reposent à plus de 80 % sur des contrats de long terme négociés de gré à gré, principalement avec la Norvège, la Russie et l'Algérie. Les tarifs de ces contrats demeurent très dépendants des cours du pétrole, sur lesquels ils étaient historiquement indexés. Tiré à la baisse par la faiblesse des cours du pétrole, le prix du gaz a atteint en cours d'année 2016 son plus bas niveau depuis le début de la décennie. ■

Définitions

Consommation primaire d'énergie : agrégat des comptes de l'énergie qui se décompose en consommation interne de la branche énergie et en consommation finale totale. Cette dernière se décompose, elle-même, en consommation finale énergétique et en consommation non énergétique.

Électricité : vecteur d'énergie ayant de multiples usages. L'électricité peut être produite à partir de diverses sources primaires (nucléaire, combustibles fossiles ou renouvelables, géothermie, hydraulique, énergie éolienne, photovoltaïque etc.).

Production brute d'électricité : production mesurée aux bornes des groupes de centrales. Elle inclut par conséquent la consommation des services auxiliaires et les pertes dans les transformateurs des centrales.

Consommation d'énergie corrigée des variations climatiques, consommation finale d'énergie, consommation intérieure d'électricité, contrats d'importation de gaz naturel, pouvoir calorifique, tonne d'équivalent pétrole (tep), unité de mesure d'énergie : voir la rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Bilan énergétique de la France en 2016 », *Datalab essentiel* n° 129, SDES, décembre 2017.
- « Les indicateurs de la stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable », *Document de travail* n° 34, SDES, octobre 2017.
- « Les énergies renouvelables en France en 2016 », SDES, *Datalab essentiel* n° 118, septembre 2017.
- « Le bilan du gaz naturel en 2015 : résultats définitifs », *Datalab essentiel* n° 85, SDES, février 2017.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Production brute et consommation d'électricité

en TWh

	1973	1985	2000	2016	16/15 en %
Production nationale	**182**	**344**	**540**	**556**	**– 2,5**
Hydraulique, éolien et photovoltaïque	48	64	72	96	7,2
Thermique nucléaire	15	224	415	403	– 7,8
Thermique classique	119	56	53	57	31,2
Solde des échanges	**– 3**	**– 23**	**– 69**	**– 42**	**– 35,2**
Importations	5	6	4	20	99,8
Exportations	– 8	– 29	– 73	– 61	– 17,0
Pompages	0	– 2	– 7	– 7	– 2,2
Consommation des auxiliaires	– 8	– 16	– 24	– 23	– 2,5
Consommation intérieure	**171**	**303**	**440**	**485**	**1,9**

Champ : France métropolitaine.
Source : SDES.

Consommation finale d'électricité par secteur

en TWh

	1990	2000	2010	2016	16/15 en %
Résidentiel-tertiaire[1]	181	242	297	306	– 0,2
Industrie[1]	115	135	116	117	– 0,1
Transports	7	9	10	11	– 1,8
Agriculture	2	3	8	9	1,3
Total[1]	**305**	**389**	**431**	**442**	**– 0,2**

1. Corrigée des variations climatiques.
Champ : France métropolitaine.
Source : SDES.

Production nette et consommation d'électricité dans quelques pays de l'OCDE en 2016

en TWh

	Production nette			Consommation intérieure[1]
	Totale	*dont nucléaire*	*dont hydraulique*	
Allemagne	612,5	*80,1*	*26,0*	562,0
Australie	253,7	*///*	*18,1*	253,7
Autriche	65,2	*///*	*41,0*	72,4
Belgique	79,9	*41,4*	*1,4*	86,1
Canada	634,9	*97,4*	*384,4*	570,5
Danemark	28,9	*///*	*0,0*	34,0
Espagne	264,3	*56,2*	*39,4*	272,0
États-Unis	4 109,4	*805,8*	*288,0*	4 180,4
Finlande	66,1	*22,3*	*15,6*	85,0
France	**531,6**	***384,1***	***63,1***	**491,0**
Grèce	45,1	*///*	*5,6*	53,9
Irlande	29,5	*///*	*1,0*	28,8
Italie	274,7	*///*	*42,3*	311,7
Japon	1 021,5	*13,9*	*87,3*	1 021,5
Luxembourg	2,2	*///*	*1,5*	8,5
Mexique	305,0	*10,2*	*28,9*	305,0
Norvège	148,8	*///*	*143,3*	132,4
Pays-Bas	109,8	*3,8*	*0,1*	114,7
Portugal	58,5	*///*	*16,8*	53,4
Royaume-Uni	322,4	*65,1*	*8,3*	340,0
Suède	151,3	*60,0*	*61,2*	139,6
Suisse	61,6	*20,2*	*36,3*	65,5

1. Y c. pompages.
Note : données provisoires ou estimées.
Source : Agence internationale de l'énergie.

Production et consommation de gaz naturel

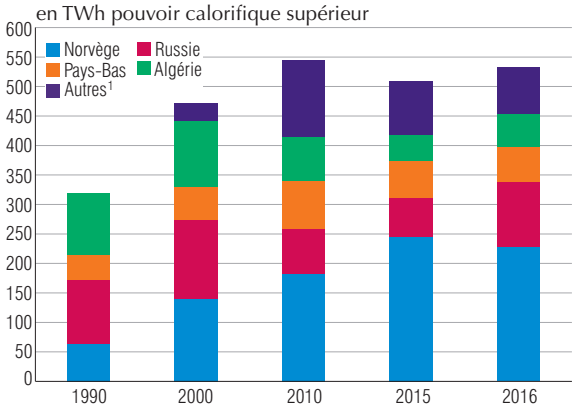
en TWh pouvoir calorifique supérieur

	1990	2000	2010	2016	16/15 en %
Production totale[1]	**33**	**19**	**8**	**0**	**– 6,1**
Branche énergie[2 3]	29	49	117	105	24,3
Consommation finale énergétique[3]	292	398	381	375	– 1,2
Industrie[3] (y c. construction)	120	161	140	127	– 3,7
Résidentiel-tertiaire[3]	171	233	238	245	0,1
Agriculture, transports et divers	2	4	3	4	6,4
Usage non énergétique	25	30	13	14	0,6
Consommation totale	**345**	**477**	**511**	**494**	**3,4**

1. Biométhane exclus.
2. Consommation nette de gaz naturel de la branche énergie (y c. pertes et écart statistique).
3. Corrigé des variations climatiques.
Champ : France métropolitaine.
Source : SDES.

Importations de gaz naturel par origine

en TWh pouvoir calorifique supérieur



1. Inclut les importations d'origine indéterminée (*e.g.* contrats à court terme).
Champ : France métropolitaine.
Source : SDES.

Production et consommation de gaz naturel dans quelques pays de l'OCDE

en milliards de m^3

	Production		Consommation	
	2015 (r)	2016	2015 (r)	2016
Allemagne	8,4	7,6	81,3	89,1
Australie	74,8	93,4	42,5	41,7
Autriche	1,2	1,2	8,3	8,7
Belgique	///	///	16,8	17,0
Canada	164,0	174,1	104,0	113,3
Danemark	4,6	4,5	3,2	3,2
Espagne	0,1	0,1	27,9	28,6
États-Unis	767,9	750,9	773,2	778,4
Finlande	///	///	2,7	2,5
France	**0,0**	**0,0**	**38,8**	**42,7**
Grèce	///	///	3,1	4,1
Irlande	0,1	3,0	4,4	5,1
Italie	6,8	5,8	67,5	70,9
Japon	4,4	4,2	123,1	122,3
Luxembourg	///	///	0,9	0,8
Mexique	46,0	41,2	66,3	64,5
Norvège	120,6	120,4	4,5	5,3
Pays-Bas	54,4	50,5	40,1	42,0
Portugal	///	///	4,7	5,1
Royaume-Uni	41,3	41,6	72,2	81,2
Suède	///	///	0,8	0,9
Suisse	0,0	0,0	3,4	3,6

Source : Agence internationale de l'énergie.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
…	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Numéro du thème et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et en couleur sont définis plus bas ou dans la rubrique « Définitions » en annexes

Faible, voire négatif au premier semestre 2016, le taux d'**inflation** mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** augmente progressivement au second semestre pour atteindre + 0,6 % fin 2016. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. *A contrario*, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), ralentit au cours de l'année passant de + 0,9 % en janvier 2016 à + 0,5 % fin 2016.

Une présentation synthétique sur chaque double-page

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent légèrement entre 2015 et 2016 (+ 0,2 %), après une stabilité entre 2014 et 2015. Cette faible accélération reflète des mouvements différents selon les produits. Les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés reculent en moyenne moins qu'en 2015. Ceux des produits alimentaires accélèrent un peu. En revanche, le ralentissement des prix des services limite le regain d'inflation.

La baisse en moyenne des prix des produits pétroliers en 2016 cache une remontée progressive des prix au cours de l'année dans le sillage du cours du pétrole (+ 7,5 % sur un an fin 2016). Cette hausse est plus marquée pour les combustibles liquides (+ 14,1 % sur un an fin 2016) que pour les carburants (+ 8,7 % pour le gazole, + 3,6 % pour l'essence, fin 2016), du fait des écarts de taxation sur ces produits. En revanche, les prix du gaz, qui répercutent avec retard les évolutions du pétrole, se contractent encore (– 2,2 % fin 2016). Les prix de l'électricité poursuivent leur hausse (+ 1,8 %).

En 2016, les prix des produits manufacturés baissent encore (– 0,5 % en moyenne, après – 0,9 % en 2015). Les prix des articles d'habillement et de chaussures se redressent légèrement (+ 0,2 %, après – 0,9 %). Le recul, moins prononcé qu'en 2015, des prix des produits de santé se poursuit. Enfin, les prix des autres produits manufacturés diminuent faiblement (– 0,1 % en moyenne en 2016, après – 0,3 % en 2015).

En 2016, les prix des produits alimentaires (y compris boissons non alcoolisées) augmentent en moyenne de 0,6 %, à peine plus vite qu'en 2015 (+ 0,5 %). Les prix des produits alimentaires hors produits frais rebondissent légèrement (+ 0,1 %, après – 0,2 % l'année précédente), tandis que ceux des produits frais ralentissent.

Les prix des services décélèrent en 2016 (+ 1,0 % en moyenne, après + 1,3 % en 2015), du fait principalement du repli des services de transport (– 1,5 %). Les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2016, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Les hausses des services de santé sont restées contenues. En revanche, les prix des services de communication accélèrent (+ 2,3 % en moyenne, après + 1,8 %). ■

Des définitions pour comprendre les concepts clés de la double page

Toutes les définitions sont regroupées dans la rubrique « Définitions » en annexes

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1er quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Des publications téléchargeables gratuitement pour approfondir le sujet

Adresses des sites Internet à retrouver dans la rubrique « Adresses utiles » en annexes

Pour en savoir plus

- « Une inflation modérée depuis le passage à l'euro », *Insee Focus* n° 87, mai 2017.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2016 », *Informations rapides* n° 9, Insee, janvier 2017.
- « 2016 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 95, Eurostat, juin 2017.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2016

en % — Unité

Fonction de consommation	Pondération[1] 2016	Évolution 16/15 Moyenne annuelle	Évolution 16/15 Glissement déc. à déc.[2]
Ensemble (y c. tabac)	**10 000**	**0,2**	**0,6**
Ensemble (hors tabac)	**9 805**	**0,2**	**0,6**
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 425	0,6	0,7
Produits alimentaires	1 301	0,7	0,8
Boissons non alcoolisées	124	– 0,6	0,0
Boissons alcoolisées et tabac	385	0,5	0,3
Boissons alcoolisées	190	0,8	0,6
Tabac	195	0,1	0,1
Habillement et chaussures	429	0,2	0,0
Habillement	340	0,5	0,1
Chaussures y c. réparation	89	– 1,0	– 0,3
Logement, chauffage, éclairage	1 399	– 0,1	1,1
Loyers d'habitation	622	0,3	0,3
Entretien et réparation courante du log.	174	1,1	1,3
Distribution d'eau et autres services	157	1,0	1,1
Chauffage, éclairage	446	– 1,5	2,2
Meubles, équip. ménager, entretien maison	537	– 0,1	– 0,7
Meubles, tapis, revêtements de sol	155	0,1	– 1,0
Articles de ménage en textile	38	1,0	0,9
Appareils ménagers	89	– 1,2	– 1,9
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,6	– 0,3
Outillage pour la maison et le jardin	52	0,3	– 0,2
Entretien courant de l'habitation	133	– 0,5	– 0,4
Santé	1 093	– 1,2	– 1,2
Médicaments et produits pharmaceutiques	495	– 2,9	– 2,4
Médecine non hospitalière	598	0,2	– 0,2
Transport	1 479	– 1,0	1,8
Achats de véhicules	363	– 0,1	– 0,8
Utilisation de véhicules personnels	831	– 1,2	3,2
Services de transport	285	– 1,5	0,9
Communications	288	0,7	0,6
Services postaux	16	3,8	3,8
Matériel de téléphonie et de télécopie	43	– 9,2	– 9,7
Services de téléphonie et de télécopie	229	1,9	2,2
Loisirs et culture	897	1,0	– 0,2
Équipements audio-visuels, photo et informatiques	148	– 2,7	– 3,7
Autres biens durables (loisirs)	42	10,0	– 1,9
Autres articles et équip. de loisirs	244	1,0	– 0,3
Services récréatifs et culturels	305	0,1	0,6
Presse, livres et papeterie	140	2,3	2,2
Voyages touristiques tout compris	18	10,4	3,5
Éducation	4	1,3	1,6
Hôtellerie, cafés, restaurants	733	1,7	1,8
Restauration et cafés	570	1,6	1,8
Services d'hébergement	163	2,3	1,8
Autres biens et services	1 331	1,0	0,9
Soins personnels	282	0,0	0,2
Effets personnels (non définis ailleurs)	116	1,5	1,7
Protection sociale	482	1,1	0,9
Assurances	289	2,1	1,3
Services financiers	38	2,4	2,7
Autres services	124	0,3	0,3

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.
2. Évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.
Note : base 100 en 2015.
Champ : Fance hors Mayotte, ensemble des ménages.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

Quelques hausses et baisses de prix en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

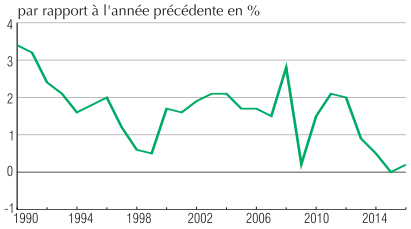
Hausses	16/15	Baisses	16/15
Combustibles liquides	+ 14,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	– 9,7
Légumes frais, hors pommes de terre et autres tubercules	+ 11,7	Appareils d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image	– 6,0
Gazole	+ 8,7	Ordinateurs personnels	– 5,4
Poissons frais	+ 6,5	Supports d'enregistrement	– 5,3
Service de téléphonie mobile	+ 6,2	Jeux et passe-temps	– 5,1
Services d'expédition de courrier	+ 5,2	Pneumatiques	– 4,9
Journaux	+ 5,0	Farines et autres céréales	– 4,4
Poissons et fruits de mer	+ 4,5	Appareils de transformation d'aliments	– 3,9
Centres de vacances, camping, auberges de jeunesse	+ 4,2	Produits pharmaceutiques	– 3,0
Transport aérien intérieur de passagers	+ 3,9	Appareils de cuisson	– 2,9

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.
Champ : Fance hors Mayotte.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les DOM sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2016

par rapport à l'année précédente en %



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.
Champ : Fance hors Mayotte,
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

	16/15		16/15
Allemagne	1,7	Lettonie	2,1
Autriche	1,6	Lituanie	2,0
Belgique	2,2	Luxembourg	1,6
Chypre	0,1	Malte	1,0
Espagne	1,4	Pays-Bas	0,7
Estonie	2,4	Portugal	0,9
Finlande	1,1	Slovaquie	0,2
France	**0,8**	Slovénie	0,6
Grèce	0,3	**Zone euro**	**1,1**
Irlande	– 0,2	**UE**	**1,2**
Italie	0,5		

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.
Source : Eurostat (extraction du 8 juin 2017).

Des données de cadrage européennes ou mondiales

Titre du thème